
DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS EN MILIEU URBAIN : L'EXPÉRIENCE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE (TROIS-RIVIÈRES)

Conférence de Jean-François Aubin, coordonnateur de la démarche de revitalisation d'ÉCOF et membre de l'équipe de Sylvie Tardif¹, conseillère municipale indépendante à la ville de Trois-Rivières.

COMPTE RENDU DU SÉMINAIRE

Activité organisée conjointement par la Coopérative de développement économique communautaire (CDÉC) de Gatineau et la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) qui a eu lieu le 11 avril 2005 à l'Université du Québec en Outaouais.

Courte synthèse qui s'adresse aux membres de l'Observatoire

Vous êtes nombreux à nous écrire pour nous faire part de vos commentaires. Parmi vous, plusieurs mentionnent qu'ils fréquentent d'abord l'Observatoire pour s'informer sur les expériences concrètes qui sont porteuses de développement. Ainsi puisent-ils une certaine source d'inspiration et peut-être même une motivation si précieuse dans leur travail d'intervention et dans la préoccupation qu'ils ont d'améliorer leur milieu de vie. L'expérience présentée ici enchante ces acteurs. Il s'agit d'un compte rendu d'une conférence présentée par M. Jean-François Aubin qui y relate l'expérience très enrichissante des initiatives de développement économique communautaire (DÉC) dans la municipalité de Trois-Rivières au Québec. Dans des quartiers affligés par la pauvreté et carrément exclus du développement, ils ont réussi à inverser la tendance, là où d'autres avaient échoué. Des personnes qui étaient peu scolarisées et qui vivaient dans des situations socioéconomiques précaires ont maintenant un avenir. Comment sont-ils parvenus à améliorer les conditions de vie? Quels sont les éléments déclencheurs qui ont contribué à l'instauration d'un véritable processus de développement? À travers son récit qui relate la mise en place de COMSEP, une organisation de services et d'éducation populaire et d'ÉCOF, une Corporation de développement économique communautaire, M. Aubin explique la démarche innovatrice qui a entraîné la prolifération d'initiatives dans le milieu et qui a instauré une vision commune du développement. Le mouvement s'est impliqué dans la revitalisation de quartiers et a imprégné le milieu de la politique municipale tout en apportant une contribution importante à la mise en place d'une politique de développement social. Certes, dans l'ensemble de cette démarche, il est facile d'y tirer des leçons.

La lutte à la pauvreté, la concertation, la participation citoyenne, l'éducation populaire, l'alphabétisation, le développement économique communautaire, la revitalisation économique et sociale, le développement local sont au cœur de cette conférence dont nous vous présentons le compte rendu. À noter également qu'un cahier rédigé par M. Aubin est en cours de réalisation et apportera davantage d'informations.

¹Madame Tardif est la directrice du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), organisation trifluvienne qui travaille à l'alphabétisation et à la défense des droits des personnes démunies. Elle est aussi conseillère municipale depuis peu et porte les intérêts des personnes défavorisées et exclues socialement au sein de la municipalité.

MOTS DE PRÉSENTATION

par Louis Favreau, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Le repositionnement du développement local au Québec présentement (avec les SADC, les CLD, les CDÉC, les CDC, etc.) amène une série d'interrogations sur les pratiques de développement économique communautaire (DÉC) et son avenir. Dans cette perspective, la CDÉC de Gatineau et la CRDC organiseront, conjointement, une série de séminaires qui porteront sur le DÉC. Aujourd'hui, le premier séminaire fait appel à l'expérience très riche et très innovatrice de Trois-Rivières dans la Mauricie avec comme invité M. Jean-François Aubin.

D'entrée de jeu, disons qu'il n'y a pas de communautés condamnées. Il n'y a que des communautés sans projet. Le DÉC contribue donc à développer un projet. C'est d'ailleurs la perspective fondamentale du développement local, souvent perdue par les gestionnaires qui ne pensent qu'à l'imputabilité des financements disponibles. Ensuite, la démocratie est faite de mille et une associations et de mille et une communautés locales organisées. Il y a environ 3 500 CDÉC en Amérique du Nord (aux États-Unis, au Canada et au Québec). Donc, le Québec n'est pas nécessairement très original, du moins dans l'existence des CDÉC mais, dans l'ensemble de ces organisations, il y a des formes très contrastées, certaines étant très conservatrices et d'autres très innovatrices. La CDÉC de Trois-Rivières est certes parmi les plus innovatrices notamment à travers sa stratégie qui se déploie en trois volets : l'éducation populaire, la revitalisation économique et sociale de quartier et l'action politique communautaire et populaire.

À n'en pas douter, nous sommes dans le champ de l'innovation mais aussi sur un terrain qui s'est développé depuis trente ans dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Pour Gatineau et pour l'Outaouais, il s'agit de voir si nous ne pourrions pas être interpellés un peu par l'expérience de Trois-Rivières.

Par Réjean Piché, directeur de la Coopérative de Développement Économique Communautaire (CDÉC) de Gatineau

D'abord, merci d'être ici et je me réjouis de vous voir en si grand nombre. C'est la preuve que le DÉC est toujours d'actualité et qu'il suscite beaucoup d'intérêt. Parfois, il est difficile de différencier le DÉC avec d'autres formes de développement (par exemple, le développement économique, le développement social communautaire). À ce propos, voici une définition intéressante, dénichée dans mes lectures, qui permet de préciser davantage le DÉC : «C'est une vision globale de revitalisation socio-économique axée

sur la prise en charge par elle-même d'une communauté marginalisée et les approches et les stratégies visent le support des initiatives territoriales de revitalisation économique et sociale ». Cette définition rejoint donc les propos de M. Favreau qui mentionnait que le DÉC amène la communauté à porter un ou des projets cohérents sur un territoire donné. L'objectif de la rencontre aujourd'hui est de nous faire connaître une expérience réussie de DÉC qui nous aide finalement à comprendre davantage notre rôle lorsqu'on pratique le DÉC et la place qu'on y accorde. À cet effet, quelques mots sur l'expérience de Gatineau. Il y a à peine trois ans, il y avait trois CDÉC sur le territoire de Gatineau (à Hull, à Gatineau et à Buckingham). Avec la fusion, il n'y en a plus qu'une seule qui intervient sur l'ensemble du territoire de la nouvelle ville de Gatineau. La CDÉC de Gatineau a des expériences de revitalisation de quartiers dans les secteurs marginalisés de la ville. Entre autres, elle a déjà réalisé, dans une démarche participative, des plans locaux de revitalisation de quartiers et la CDÉC désire aller de l'avant avec des expériences autour de la nouvelle réalité représentée par les villages urbains. En effet, dans le nouveau plan d'urbanisme de la ville de Gatineau, seize villages urbains ont été identifiés. Il faut donc cultiver un nouveau sentiment d'appartenance, autour de ces nouveaux territoires. La CDÉC a donc la responsabilité de cultiver ce nouveau sentiment d'appartenance pour que les territoires plus marginalisés dans la ville aient un projet commun. Il est intéressant, en ce sens, d'entendre des expériences d'ailleurs qui peuvent venir nous enrichir dont celle de Trois-Rivières qui a une large expérience en termes de revitalisation de quartiers marginalisés.

Sans plus tarder, je vous présente Jean-François Aubin, coordonnateur de la démarche de revitalisation de quartier à Trois-Rivières et impliqué dans le mouvement depuis 1995. Il est donc porteur d'une incroyable richesse. Il est également président du conseil d'administration d'ÉCOF (Économie communautaire de Franceville). Je le remercie d'avoir bien voulu être des nôtres pour partager son expérience.

CONFÉRENCE DE M. JEAN-FRANÇOIS AUBIN

Avant de plonger dans le vif du sujet, mentionnons que chaque milieu est différent et n'a pas les mêmes dynamiques. Pour réaliser du DÉC, il ne s'agit pas de partir d'une recette toute faite, d'une solution toute définie à l'avance mais plutôt de partir du potentiel et de la dynamique du milieu. Donc l'expérience relatée de Trois-Rivières ne s'applique pas nécessairement partout. Ceci dit, il y a tout de même des fils conducteurs qui relient les expériences et qui permettent de tirer profits des connaissances accumulées.

Trois-Rivières est une ville de 126 000 habitants. Malheureusement, cette ville est encore connue pour être l'endroit intermédiaire entre Montréal et Québec. Mais c'est une ville avec d'immenses potentiels et des ressources comme le révèle l'expérience exposée

ici qui tourne autour de trois principaux axes : 1) l'éducation populaire; 2) le développement économique communautaire (DÉC); 3) et les liens avec la dynamique politique municipale. À travers ces axes, nous aborderons les liens avec l'international.

L'éducation populaire et COMSEP (<http://www.comsep.qc.ca/>)

Plusieurs approches sont préconisées dans nos organisations. Mentionnons, notamment, l'approche de DÉC, d'empowerment, l'approche milieu et nous tentons également de mettre en marche une approche féministe notamment par l'utilisation de l'analyse par les genres. L'éducation populaire est également une approche très importante qui a été en fait la bougie d'allumage pour initier le mouvement de DÉC à Trois-Rivières avec la naissance, en 1986, de COMSEP (Centre d'organisation mauricien de services d'éducation populaire). Ce dernier est l'organisme communautaire et d'éducation et d'Alphabétisation populaire le plus important en termes de taille et de *membership* à Trois-Rivières. Il est né de l'intuition de deux femmes (Sylvie Tardif et Michèle Plante) qui avaient observé la pauvreté dans certains quartiers de la ville ainsi que des problèmes importants d'analphabétisme (difficulté de lecture et d'écriture) et l'absence d'organisation qui permettait aux gens de se regrouper².

Comme on invente rarement quelque chose à partir de rien, elles ont puisé leur intuition de départ dans un organisme de Lanaudière dans lequel elle avait travaillé et qui faisait partie de la génération des premiers Centres d'éducation populaire au Québec (qui remonte à la fin des années 60). Elles vont donc de l'avant et développent l'idée de mettre en place un centre qui offre à la fois des services à la population tout en leur permettant d'initier des actions. En fait, elles ne veulent pas miser uniquement sur une dynamique de service visant à répondre à des besoins mais mettre en branle également une dynamique qui permette aux gens de se prendre en main et de développer leurs potentiels et ce, de différentes façons.

Ouvrons ici une petite parenthèse sur un terme très à la mode actuellement : l'innovation. Loin d'être spontanée, l'innovation se développe à partir d'expériences vécues ailleurs et adaptées à la réalité des milieux de vie et aux façons de faire. De cette adaptation, renaît du neuf. Mais l'innovation exige une certaine ouverture et d'être à l'affût de la pertinence des expériences développées ailleurs. C'est dans cet esprit qu'a pris naissance COMSEP. Aussi, il n'y a pas de hasard et le leadership, qualité que possédait Mme

² Mentionnons que Trois-Rivières était une ville très industrielle (pâtes et papiers, textiles) mais, en une vingtaine d'année, les usines ont disparu. En fait, les quartiers dévitalisés étaient à l'origine des quartiers ouvriers. Ils sont devenus des quartiers avec des gens en situation de pauvreté parce que rien n'a été fait pour les aider à développer d'autres choses. Trois-Rivières a longtemps eu le titre peu envieux de capitale du chômage mais est détrôné aujourd'hui par Chicoutimi.

Tardif co-fondatrice de l'organisation, est un élément clé dans la réussite. Toutefois, dans le milieu communautaire, contrairement au milieu économique, on a souvent de la difficulté à identifier le leadership comme une qualité essentielle, parce que c'est une qualité souvent reliée à l'individualisme. Mais il faut reconnaître l'importance de cette dimension dans le DÉC qui permet aux gens d'aller de l'avant. Ce leadership n'est toutefois pas uniquement individuel mais il est également collectif et exige de travailler avec l'autre.

Donc, dans l'objectif d'entrer en contact avec les gens du quartier, l'organisation a d'abord ouvert un comptoir vestimentaire dans un quartier populaire. De cette manière, il était plus facile de développer un réseau social et de donner l'occasion aux gens de s'impliquer et de participer aux différentes activités tout en abordant le sujet de l'alphabétisation. L'expérience a permis d'implanter l'approche de l'éducation populaire, une nouvelle façon de faire de l'alphabétisation. Pour ceux non familiers avec cette approche, l'alphabétisation populaire est née au départ en réaction à l'alphabétisation dans les commissions scolaires mises en place dans les années 60, avec la création du ministère de l'Éducation. À cette époque, on identifie un besoin d'alphabétisation chez les adultes. Mais les cours qui visent à apprendre à lire et à écrire reproduisent le modèle scolaire, le même qui avait conduit à l'échec des gens. Le taux de réussite dans ces cours a été très bas car on a tenté de reproduire ce qui n'avait déjà pas fonctionné auparavant. Le réseau des groupes populaires en alphabétisation naît alors pour offrir une alternative à partir d'un autre modèle que le scolaire. On mise plutôt sur la réalité et les préoccupations des gens, en considérant que ce sont des adultes qui ont un vécu et une réalité. Les formations développent une approche de conscientisation en abordant les enjeux d'actualité très concrets et les réalités de vie qui rejoignent les participants et les participantes. À travers cette démarche, ils développent leur capacité de lecture et d'écriture.

Cette approche, qui est également celle du DÉC, ne fait pas pour les gens mais fait avec les gens. Deux petits mots qui ont une importance majeure car nous travaillons dans une approche qui croit aux potentiels des gens. En ce sens, nous mettons en place des conditions pour soutenir, pour appuyer et pour aider les gens.

Revenons à COMSEP. Dès le départ, les participants et les participantes sont impliqués dans le conseil d'administration de l'organisme. Pour chacune des nouvelles activités qui débutent, il y a un comité organisateur mis sur pied. Dans cette approche de travailler avec les gens, l'organisation a été amenée à développer une série d'activités de tous types qui ont donné de plus en plus de place à de plus en plus de gens qui, sous cette poussée, ont pris leur place dans la société et se sont impliqués dans son développement. Cette approche exige une création continue, une perpétuelle réinvention, car il n'y a pas

d'exemples tout faits. Elle permet d'apprendre dans l'action en faisant bien sûr des essais et des erreurs mais de revenir et de poursuivre.

Cette approche permet une ouverture sur le milieu et sur ce qui se passe dans le monde amenant les groupes à participer à des mouvements sociaux plus larges. Par exemple, alors que la Marche des femmes à New York regroupait principalement des intervenants et des intervenantes dans le milieu, un groupe de citoyens et citoyennes de quartiers populaires à Trois-Rivières ont participé à l'événement qui revêtait pour eux une forme symbolique. Il y a donc une ouverture sur les enjeux internationaux, les débats, les mouvements sociaux.

La même chose se produit aussi au niveau local. Par exemple, la Corporation de développement culturel de la ville a réalisé, il y a deux ans, des audiences pour mettre en place une politique culturelle. Au sein de COMSEP, une démarche de conscientisation, de travail, de réflexion et d'échange a été réalisée avec des participants et des participantes qui les ont conduits à émettre des propositions au niveau de la culture lors des audiences. Ces gens avaient conclu qu'il y avait des obstacles à la culture. Il portait le message suivant : « Nous qui sommes en situation de pauvreté, nous sommes souvent exclus de la culture pour différentes raisons : pour les coûts car il y a peu de chose gratuite et même les activités gratuites entraînent des coûts indirects (achat d'équipement) ». Ce témoignage a touché la Corporation culturelle qui s'est dotée, par la suite, d'une politique d'accès à la culture pour lutter contre l'exclusion.

Aujourd'hui COMSEP compte 500 membres, accueille plus de 400 participants par semaine à l'une ou l'autre de ses activités et à une équipe d'une vingtaine de travailleurs. Elle a un budget annuel de 1,5 millions et offre une multitude de services notamment pour l'alphabétisation mais également dans des secteurs variés : théâtre, cuisines collectives, formation professionnelle, club de la culture, projet d'appui aux familles monoparentales, collectif homme, collectif femmes. L'organisation a lancé également trois entreprises d'économie sociale.

Depuis 1986, COMSEP a pris une large place dans le milieu et a insufflé une série de retombées dans le DÉC. D'une part, la philosophie de l'éducation populaire a mis en valeur l'importance de développer avec les gens une capacité d'analyse de la situation et des enjeux, et ce peu importe leur situation socio-économique. D'autre part, la philosophie combine l'apprentissage et l'action. Un pouvoir d'action qui n'est pas toujours possible individuellement mais qui s'accroît collectivement. Dans cette démarche où les enjeux ne sont pas simples, le temps est un précieux allié.

Dans l'ensemble de ces réalisations, COMSEP en est venu à travailler davantage sur la question de l'emploi car malgré les acquis de la population, notamment dans la capacité de lecture et d'écriture et la confiance en soi, elle demeurait tout de même exclue de l'emploi, même à la suite de la reprise économique. Certaines institutions traditionnelles, (ex : commissariat industriel) travaillaient sur les questions liées à l'emploi mais la clientèle visée n'était pas nécessairement les personnes peu scolarisées. Dans le secteur de l'emploi, une première tentative de COMSEP a été d'appuyer la création d'une entreprise d'économie sociale issue des cuisines collectives. Buffets Bouff'Elles, qui existe maintenant depuis plus de 10 ans, s'est taillé une place dans le service de traiteur (pour en savoir plus : <http://www.comsep.qc.ca/buffets/centre.htm>).

ÉCOF, la CDÉC de Trois-Rivières (<http://www.ecof.qc.ca/>)

Mais, le développement de ce nouveau volet relié à l'emploi exige beaucoup de ressources, du temps et de l'énergie. Après consultation, on décide alors de mettre en place une nouvelle organisation dont la mission est orientée vers le secteur de l'emploi. ÉCOF (Économie communautaire de Francheville) prend racine en 1995. D'abord connu comme un organisme communautaire en développement économique, ÉCOF est devenu, trois ans plus tard, la CDÉC de Trois-Rivières. La création d'ÉCOF a été possible avec des appuis, notamment avec l'alliance du mouvement syndical, la ville et d'autres groupes communautaires³. L'organisme, formé d'un conseil d'administration dont certains membres sont sans-emploi, travaille avec les milieux dévitalisés et les gens en situation de pauvreté. Ainsi, ÉCOF s'est développé dans trois directions : 1) services de démarrage et de soutien pour les entreprises; 2) services d'aide à l'emploi pour ceux qui désirent trouver un emploi sans toutefois démarrer une entreprise. 3) services d'animation de milieux et de revitalisation.

Depuis une dizaine d'années, ÉCOF est bien implanté dans le milieu. L'organisme emploie une vingtaine de travailleurs et travailleuses⁴ et a un budget d'environ 1,2 millions de dollars. La CDÉC s'appuie sur deux bases pour son financement. D'une part, la CDÉC génère ses propres revenus en réalisant des services (contrats de recherche, études de marché) qui sont vendus à travers le Québec. Elle est donc une entreprise d'économie sociale en soi. D'autre

³ Aussi, dès la mise sur pied d'ÉCOF, l'organisateur communautaire du CLSC était présent, notamment sur le conseil d'administration. Il était un partenaire de première heure qui croyait à l'approche du DÉC. Plus tard, le CLSC comme institution est venue s'ajouter. Santé publique est également un important partenaire (Appui financier et projets communs).

⁴ Les gens qui s'impliquent dans la CDÉC croient à la mission et se l'approprient notamment à travers les activités de formation fort présente dans l'organisation : 7 journées de formation annuelle, un camp de planification à la rentrée, une journée d'évaluation en décembre, un camp d'évaluation en juin et autres. De fait, la CDÉC garde assez bien le personnel et ce, malgré le fait que pendant longtemps, on a offert des salaires très bas.

part, elle obtient du financement institutionnel. Au départ, ce type de financement était modeste mais à travers la reconnaissance, elle a réussi à développer des partenariats (ex. : DÉC, CLD, Emploi Québec) et à augmenter ses budgets.

ÉCOF a appuyé la création d'autres organisations, notamment un fonds de micro-crédit communautaire qui prête de l'argent aux gens ou aux organismes qui désirent démarrer un projet. Un regroupement régional de cuisines collectives a également été créé ainsi qu'une série d'autres organismes. La CDÉC est également l'organisme fiduciaire de Québec en forme.

D'un projet d'éducation populaire au départ, une série d'activités s'est donc développée.

Récemment, ÉCOF a redéfini sa mission en ces termes :

«ÉCOF est né de la volonté d'organismes d'alphabétisation et d'éducation populaire de donner au grand Trois-Rivières une ressource permettant de développer des alternatives dans le domaine de l'emploi et du développement économique. Dès le départ, il était souhaité qu'ÉCOF travaille à l'amélioration des conditions de vie des personnes appauvries, analphabètes et en situation d'exclusion afin que tous et toutes aient une place dans notre société et participe à la société. Par ces services d'accompagnement, d'animation, de soutien, tant aux entreprises qu'aux personnes, ainsi que par les valeurs et les options que nous portons et les compétences que nous détenons, notre mission s'articule autour des orientations suivantes : soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire; accompagner les gens pour les aider à sortir de la pauvreté et de l'exclusion que ce soit par l'insertion à l'emploi, la formation, l'engagement social et bénévole; contribuer à améliorer le cadre de vie et les conditions de vie des gens; favoriser des démarches de participation citoyenne; appuyer le développement d'entreprises qui contribuent à la vie de nos quartiers et participer à la construction d'un monde plus solidaire avec d'autres acteurs locaux, nationaux et internationaux ».

C'est la passion et la volonté des gens qui y travaille qui anime cette vision.

La revitalisation des quartiers

Abordons maintenant la démarche de revitalisation d'ÉCOF. Il faut dire qu'au départ, la vision territoriale était peu intégrée. Ce n'est que plus tard, à force de constater que les gens avec lesquels nous travaillions résidaient tous sur un même territoire et qu'ils vivaient tous les mêmes réalités, que le territoire a pris davantage d'importance. Nous avons également fait le constat qu'il y avait des limites dans la manière de travailler d'ÉCOF et des autres organisations dans le milieu. Chacun travaillait dans une approche

sectorielle, en vase clos, avec sa propre mission. Il n'y avait pas d'horizontalité dans la démarche. Pourtant, tous travaillaient avec les mêmes personnes en provenance d'un même territoire. Il fallait donc faire les choses autrement pour améliorer l'efficacité et s'interroger sur une approche plus territoriale.

Dans cette optique, ÉCOF s'est inspiré d'une expérience dans certains quartiers de la ville de Québec (quartier St-Roch notamment). La CDÉC de Québec, avec les gens et les organismes de la place, avait réalisé une enquête terrain conscientisante qui visait à susciter la participation des gens. ÉCOF a donc adapté cette expérience et a embauché des jeunes dans la vingtaine, dont la moitié résidant sur le territoire, afin de réaliser des enquêtes avec la population des quartiers pour obtenir leur opinion sur une série de préoccupations notamment sur l'emploi et la vie de quartier.

La dernière question de l'enquête était très importante. Elle disait : «êtes-vous intéressé à connaître les résultats de cette enquête?» et avait pour objectif d'impliquer les gens intéressés. Sur les 700 personnes qui ont répondu à l'enquête, 130 personnes environ ont répondu oui à cette question. Mais l'une des erreurs importantes a été d'attendre à la fin de l'enquête (donc trois mois après) pour impliquer les gens. Après cette période, certains ne manifestaient plus d'intérêt. Il y a tout de même eu 70 personnes qui ont assisté aux rencontres qui présentaient l'enquête et ses différents résultats. Suite à ces conclusions, une trentaine de personnes étaient intéressée à s'impliquer dans l'amélioration de leur quartier. Ils décidèrent de s'attaquer à des actions concrètes autour des services municipaux: les déchets non ramassés, l'éclairage non fonctionnels, etc. Une rencontre avec la ville, les responsables des services municipaux et les citoyens et citoyennes a donc été organisée afin de régler les problématiques soulevées. La deuxième erreur commise a été de remettre le mandat au maire qui avait déjà plusieurs autres priorités. Sans compter que nous étions une quantité négligeable de citoyens, en situation de pauvreté, mal organisés et qui, par surcroît, allaient très peu voter aux élections. Les choses ne bougèrent donc pas... et nous avons laissé le pouvoir dans les mains des autres. Nous aurions dû adopter une démarche plus participative en mettant sur pied des comités de travail et en oeuvrant avec la municipalité pour faire changer les choses. Une autre erreur a été d'être isolé et, pour y remédier, ÉCOF a lancé un appel aux gens désireux de travailler à l'amélioration des quartiers et des conditions de vie des gens. L'appel lancé aux médias, aux milieux communautaire et institutionnel, aux ministères a porté fruit : à la première rencontre, 25 organisations de tous types étaient présentes (ex. : Emploi-Québec, Sécurité du revenu, Direction des ressources humaines Canada, organismes communautaires, CLSC, CLD... le maire). Des alliances se sont créées avec les citoyens et citoyennes pour travailler ensemble à l'amélioration des quartiers. Lors du premier plan d'action, chacun des partenaires a contribué un peu et a permis

d'amasser un premier budget de 75 000 dollars. Aujourd'hui les partenariats ont permis de constituer un budget d'environ 300 000 dollars annuellement pour la revitalisation des quartiers.

Il y a eu plusieurs obstacles, entre autres sur la difficulté pour les organisations de sortir de leur cadre sectoriel, mais les partenaires ont tout de même réussi à s'entendre sur trois grands objectifs : 1) améliorer les conditions de vie des résidants et résidentes. 2) Améliorer le cadre de vie des quartiers. 3) Augmenter et favoriser la participation citoyenne. Dans cette démarche, un portrait des activités des organisations ainsi que de leurs potentiels a été constitué. Une grande découverte a d'ailleurs été de constater que des milliers de dollars étaient déjà investis dans les quartiers mais réalisés en vase clos, sans liens, sans combinaison, sans synergie. Le potentiel de développement était perdu. Année après année, la situation des quartiers ne s'améliorait pas. Au contraire, elle se détériorait. Cette situation n'était donc pas engendrée par un problème de manque de ressources mais plutôt par un problème de mauvaise gestion et d'utilisation des ressources.

Dans la foulée de cette démarche, plusieurs initiatives sont nées. En voici quelques-unes énoncées brièvement.

- Réalisation de plans d'actions, mise en place d'assemblée de quartiers, de comité de quartier. Aujourd'hui 9 quartiers sur 25 à Trois-Rivières sont impliqués dans la démarche, soit 25% de la ville (32 000 h. sur 126 000 h.).
- Mise sur pied d'une société immobilière communautaire qui joue un rôle dans le marché des terrains et des immeubles permettant de favoriser le logement social mais aussi de donner un accès à la propriété pour des gens à plus faible revenu. Pour réaliser les achats, la Société immobilière s'est alliée avec une caisse populaire pour obtenir du financement. À l'heure actuelle, nous travaillons pour soutenir les gens afin qu'ils puissent acheter une première propriété en éliminant les frais de départ.
- Augmentation de la visibilité du Programme d'efficacité énergétique qui permet d'économiser des frais de chauffage.
- Création d'une foire de l'emploi pour des gens peu formés. Cette journée nommée la *grande fête de l'entraide, de la formation et de l'emploi* sert d'intermédiaire entre les sans emplois et les entreprises mais aussi les ressources de formations professionnelles (secondaire et Cégep) sont sur place ainsi que des ressources d'entraide qui présente leurs services. La 3^e édition l'an dernier a accueilli 4000 participants, plus de 150 personnes ont déniché un emploi, une soixantaine s'est inscrite à des formations et 150 autres se sont inscrits dans les services communautaires pour participer aux différentes activités.
- Formation sur la participation citoyenne pour aider les gens à participer.

- Cours gratuits d'auto-défense pour les femmes afin d'augmenter la confiance en soi et la sécurité dans le quartier.
- Participation à des consultations publiques sur des projets de la ville, notamment dans le secteur de la rénovation.
- Mise sur pied d'une maison de quartier dans un secteur qui n'avait pas de ressource afin de rapprocher les services.
- Instauration d'un Système d'échange local (SEL). Il s'agit d'un échange de services organisé qui compte actuellement une centaine de membres.
- Création d'un Bulletin par les citoyens et citoyennes des quartiers et diffusé à 10 000 exemplaires sur le territoire.
- Réalisation de cartes postales représentant des coins de quartiers afin de mettre en valeur le territoire.
- Appuyer la mise sur pied d'un incubateur d'entreprise pour artiste dans un quartier (coopérative d'artistes).
- Mise sur pied d'un gymnase social et d'un parc de *skate*.
- Une entreprise d'économie sociale, *Bucafin*, est née il y a deux ans. Il s'agit d'une buanderie qui est à la fois un café et un centre d'accès Internet gratuit.
- Création d'un Jardin communautaire et distribution de plans d'arbres et de fleurs.
- Implantation d'un projet qui permet aux gens d'emprunter un vélo dans huit points d'accès.
- Mise en place d'un groupe d'achat collectif de fruits et de légumes pour diminuer les coûts. Cette initiative qui compte actuellement 150 membres permet d'acheter en grande quantité en passant par le distributeur au lieu du supermarché.
- Et plusieurs autres projets sont en élaboration...

Implication du communautaire dans la politique

Dans la démarche de revitalisation de quartier, les liens entre ÉCOF et la municipalité se sont accrus. En même temps, la ville a vu ses mandats s'élargir vers des champs d'activités qui rejoignent de plus en plus ceux de la CDÉC. Traditionnellement, la ville gère les services municipaux mais le développement économique, notamment à travers le commissariat industriel, est venu s'ajouter ainsi que des préoccupations d'ordre social comme la pauvreté. Les villes sont donc en transformation et tendent, de plus en plus, à devenir un palier de gouvernement. Dans les villes fusionnées, le décret oblige les villes à se doter d'une politique de développement social. Dans ce contexte, les élus municipaux ont des forces et des limites. Du point de vue de la CDÉC, la vision du DÉC

n'était pas suffisamment présente dans la municipalité de Trois-Rivières. La vision était trop traditionnelle et l'énergie déployée visait à attirer des entreprises de l'extérieur en offrant des avantages. Donc une sorte de politique de marchandage. C'est alors qu'il y a eu une élection partielle dans un district dans lequel la CDÉC était impliquée. De fil en aiguille, une personne du milieu communautaire (Sylvie Tardif, fondatrice de l'organisme COMSEP) a décidé de se présenter comme candidate au poste de conseiller municipal afin d'avoir un appui plus solide et un relais mieux intégré entre le développement communautaire et la politique. La meilleure façon d'y arriver était d'avoir quelqu'un de l'intérieur pour faire cheminer les dossiers et les idées.

Une campagne terrain s'est donc mise en branle qui impliquait plusieurs personnes dans le quartier : l'équipe électorale comptait 200 personnes pour un petit quartier de 6000 habitants. Environ 150 personnes qui n'avaient jamais voté de leur vie – une autre réalité des quartiers populaires – se sont inscrites sur la liste électorale. Avec cette mobilisation, les élections ont été gagnées avec 76% des voix⁵.

La CDÉC s'investit également dans la politique de développement social qui sera adoptée au conseil en mai prochain et qui s'annonce avant-gardiste. Un certain travail d'alliance a été développé avec d'autres conseillers et conseillères. Mentionnons, à cet effet, que l'une des difficultés dans la politique municipale est la vision d'égalitarisme qui prévaut au détriment de l'équité. En effet, il est faux de dire que tous les districts doivent avoir les mêmes choses car les besoins ne sont pas les mêmes partout. Mais cette mentalité prend du temps à changer.

Le mouvement s'est donc consolidé jusqu'au niveau politique. Notre vision du DÉC est désormais portée à l'intérieur même de la municipalité auprès des élus et des services de la ville de Trois-Rivières.

Pour en savoir plus :

[FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE \(1996\), Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention. Presses de l'Université du Québec, Pratiques et politiques sociales et économiques, 256 p. <http://www.puq.quebec.ca/puq/data/DA-831.html>](http://www.puq.quebec.ca/puq/data/DA-831.html)

- Voir notamment le chapitre II (p.33 à 63): De la pauvreté au développement local : un nouveau modèle en émergence
- L'annexe I (p.193 à 200): L'expérience des CDC américaines et le cas de Chicago

⁵ Cette démarche aurait pu compromettre la concertation. En effet, le maire s'est, très mal habilement, positionné contre la personne issue du communautaire pour diverses raisons. Il a appuyé un autre candidat qui se présentait qui a dû en cours de route se désister, notamment parce que la population n'était pas d'accord. Par la suite, le maire ne sait pas repositionné et s'est rallié à notre cause.

[Comeau, Y., L.Favreau, B. Lévesque et M.Mendell \(2001\). Emploi, économie sociale, développement local: les nouvelles filières, Presses de l'Université du Québec, Pratiques et politiques sociales et économiques, 336 p. http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1096.html](http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1096.html)

- Voir notamment le chapitre V (p.211 à 235) : Quartiers en crise, développement local et économie sociale.

COMEAU, Yvan et Louis FAVREAU (1998). [Développement économique communautaire: une synthèse de l'expérience québécoise.](#) Chaire de recherche en développement communautaire, Série Conférence no 2, Université du Québec en Outaouais, 24 pages.

FAVREAU, Louis (2002). [Les stratégies de relance des collectivités locales par le développement économique communautaire. Quel avenir pour les régions?](http://www.uqo.ca/observer/RegionalLocal/Favreau.html) Sous la direction de Louis FAVREAU, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 185 à 208. <http://www.uqo.ca/observer/RegionalLocal/Favreau.html>